

*Initiatives ministérielles*

Ces services pourraient comprendre, par exemple, des programmes de formation et d'informatisation. Cette modification présentera un grand intérêt pour les provinces qui ont la possibilité d'acheter ces services pour une somme forfaitaire pour tous leurs projets de logement.

Les provinces ont d'autres possibilités. Elles peuvent fournir ces services à leurs ministères provinciaux du logement ou elles peuvent accorder au secteur privé des contrats pour ces services.

La modification peut-être la plus importante apportée par ce projet de loi est la disposition qui permettrait à la SCHL d'accorder et de renouveler directement des prêts. On estime que cette modification pourrait économiser au gouvernement plus de 150 millions de dollars sur cinq ans et j'espère que le gouvernement réinvestira en fait ces économies pour construire davantage de logements à prix abordable pour les gens dans le besoin.

Les études de la SCHL ont montré que cette société d'État pourrait fournir des taux inférieurs et plus favorables pour la première hypothèque dans le cas de nombreux projets de logements sociaux. Les subventions que la SCHL destine aux projets de logements sociaux sont fondées dans une grande mesure sur les intérêts de la première hypothèque.

En se prêtant de l'argent à un meilleur taux, elle peut réaliser des économies en diminuant les subventions. Elle peut réaliser d'autres économies en créant un climat financier plus compétitif.

L'entrée de la SCHL sur le marché du prêt créera, à mon avis, plus de concurrence de la part des institutions financières. Puisque le coût des projets de logements sociaux est partagé entre les gouvernements fédéral et provinciaux, cette modification pourrait avoir pour conséquence d'économiser de l'argent aux provinces à cause de la diminution des subventions.

Une autre modification importante augmentera le pouvoir d'investissement de la SCHL. Actuellement cette société d'État ne peut investir que dans des titres d'État garantis. Ce projet de loi lui donnera un plus grand pouvoir qui sera soumis au contrôle du gouvernement.

Enfin, le projet de loi modifie la situation de l'impôt sur le revenu de la SCHL et supprime l'exonération à laquelle elle avait droit sur certains fonds. Cela aura pour effet de faire ressembler davantage la SCHL à une institution financière ou à une compagnie d'assurances. À l'heure actuelle, la SCHL est limitée à 25 millions de dollars d'excédents accumulés. Cela signifie que tout profit net supplémentaire sera remis au gouvernement sous forme de dividendes, les autres profits allant déjà au gouvernement sous forme d'impôts. Le projet de loi

prévoit que l'argent ne sera plus remis au gouvernement sous forme de dividendes, mais sous forme d'impôts.

• (2010)

Ces modifications de la Loi nationale sur l'habitation et de la Loi sur la SCHL accroîtront l'efficacité du fonctionnement de cette société d'État.

En ces temps économiquement difficiles, le gouvernement fédéral doit chercher à réduire les dépenses tout en maintenant les services à un niveau suffisant.

Le projet de loi C-82 propose des modifications qui permettent à la fois de réduire les dépenses et de maintenir un bon rapport coût-rendement.

Ces changements touchent les fonctions administratives et l'organisation. Le projet de loi ne précise toutefois pas les changements d'orientation à prendre pour que les programmes fédéraux de logement servent aussi efficacement que possible les besoins des Canadiens.

Ce projet de loi porte sur les fonctions administratives de la SCHL dont il améliore l'efficacité; cependant, le gouvernement a négligé la politique du logement.

La SCHL nous aura appris à tirer un enseignement du passé et à nous adapter de manière à répondre aux besoins futurs des Canadiens. Malheureusement, ce gouvernement néglige d'apporter les changements nécessaires pour traiter des problèmes de logement d'aujourd'hui. De plus, il manque de lucidité et ne voit pas venir les problèmes de demain.

Malgré les réalisations de la SCHL, il reste d'autres défis à relever pour le gouvernement. Beaucoup de Canadiens sont encore mal servis par le marché et ont besoin de l'aide du gouvernement pour être logés convenablement. Le vieillissement de la population canadienne présente un certain nombre de défis tant pour le secteur public que pour le secteur privé. Le gouvernement doit commencer immédiatement à utiliser de nouveaux moyens, plus novateurs, pour satisfaire aux besoins de logement de la population.

Le gouvernement fédéral doit mettre en oeuvre des mesures qui tiendront compte des changements prévus dans ce secteur. Les besoins de logement de la population canadienne devraient diminuer considérablement au cours des deux prochaines décennies. On ne produira pas autant d'unités d'habitation que dans le passé, à moins que les tendances relatives à la croissance de la population changent considérablement. Alors que les marchés des constructions neuves diminuent, ils deviennent plus distincts et plus spécialisés. Le gouvernement fédéral doit faciliter le développement de ces nouveaux marchés et voir à les servir.